



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

96-97 | 2004
Globalisation. Tome I

Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation ?

The Counter-summit, a Form of Direct Action against Globalisation?

Brigitte Beauzamy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1777>

DOI : 10.4000/jda.1777

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 53-70

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Brigitte Beauzamy, « Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 96-97 | 2004, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1777> ; DOI : 10.4000/jda.1777

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Journal des anthropologues

Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation ?

The Counter-summit, a Form of Direct Action against Globalisation?

Brigitte Beauzamy

Le contre-sommet, élaboration d'un mode de contestation antimondialisation

La marche victorieuse des mouvements antimondialisation, de Seattle à Gênes

- 1 Les mobilisations massives contre des sommets internationaux – OMC, G8, Forum de Davos – ou contre des sommets de l'Union européenne apparaissent comme le *locus classicus* de l'antimondialisation. L'histoire de ces mouvements, dont la forme faisait, jusqu'à Gênes, et pour une bonne part au-delà, l'objet d'un consensus entre les militants eux-mêmes et les observateurs, est en général présentée comme une énumération de noms de villes – Seattle, Prague, Nice, Québec, Göteborg... – qui ont été le théâtre de ces mobilisations collectives. Cette énumération figure comme métaphore de l'antimondialisation – on a ainsi pu parler de « génération Seattle »¹ ou bien des « multitudes du "peuple de Seattle" qui s'étaient transformées au fur et à mesure en "peuple de Prague", "peuple de Québec" ou "peuple de Göteborg"... et qui s'est fait "peuple de Gênes" »². L'énumération des lieux de mobilisation confère un caractère inéluctable à la présence des manifestants antimondialisation à chaque sommet, instituant une technique de contestation à part entière : le contre-sommet.
- 2 La dimension « antimondialisation » de ces mobilisations, qui ne peut être ici qu'esquissée, est principalement le produit des discours qui les entourent. Comme le thème de la mondialisation elle-même s'étend en un univers composite du discours hostile au libéralisme, elle est susceptible d'adopter un ensemble de significations variées pour lesquelles la caractérisation de l'adversaire est fluctuante. La présence de militants

« antimondialisation » aux sommets des instances de régulation supranationales constitue ainsi dans certains discours sur la mondialisation une preuve de son existence. Un contre-sommet, comme cela a été souligné dans maintes descriptions, se présente comme une collection décousue de sous-mouvements, voire comme la juxtaposition d'orientations militantes contradictoires. De par son gigantisme, l'organisation d'un contre-sommet est surtout l'affaire du secteur institutionnel des mouvements dits antimondialisation : sont concernées au premier chef des organisations mobilisées directement à un niveau transnational, et utilisant de manière récurrente la rhétorique de l'opposition à la « mondialisation néolibérale » et de l'« altermondialisation » – comme ATTAC. Pour des organisations dites « du mouvement social »³, la participation aux contre-sommets – et aux récents forum sociaux européens – est considérée comme un complément de leur action locale, surtout dédié à la rencontre d'homologues européens avec qui établir des « convergences », et à une démonstration de force par le nombre. Mais les modes d'organisation du contre-sommet n'excluent en rien la participation de mobilisations non-institutionnelles de plus petite taille, porteuses de projets d'actions de contestation variés. De par cette diversité, l'organisation du contre-sommet obéit à la contrainte de refléter les revendications fluides et les identités diverses de la « coalition improbable » (Cohen, 2001 : 7) des mouvements antimondialisation.

- 3 Le contre-sommet représente une innovation dans le répertoire d'action militant (Tilly, 1978), concrétisée par le succès du blocage des négociations de l'AMI à Paris en 1995 ou de celles de l'OMC en 1999. Dès les premières tentatives de contre-sommet, la mesure de l'efficacité de celui-ci a donc coïncidé, pour les militants, avec l'évaluation de son résultat en tant qu'action directe. C'est aussi cette perspective qui a prévalu dans la réflexion méthodologique des militants, comme celle menée par l'activiste américaine Starhawk du Direct Action Network, qui avait participé à la mise en place de la mobilisation de Seattle, et qui attribuait cette réussite à un mode d'organisation essentiellement réticulaire et décentralisé. La succession des contre-sommets, confortée par le nombre croissant de manifestants d'une rencontre à l'autre, avait entraîné la formalisation de techniques de contestation considérées comme efficaces, car on estimait qu'elles avaient fait leurs preuves. Les militants antimondialisation sont donc arrivés à Gênes plutôt confiants. L'objectif de la mobilisation de Gênes était clair : empêcher la tenue du G8. C'est ainsi qu'un membre d'ATTAC Italie déclarait, dix jours avant le contre-sommet, à l'issue d'une séance de négociation des porte-paroles des différentes organisations du GSF (Genoa Social Forum, entité mise en place pour coordonner les aspects techniques du contre-sommet et mettre en place un « centre de convergence ») avec le chef de la police et le préfet de Gênes : « Nous avons réaffirmé que les actions du GSF seront pacifiques et non-violentes, mais que l'objectif était et reste d'empêcher le déroulement du G8 » (Samizdat.net, *op. cit.* : 38).

La scénographie du pouvoir à Gênes

- 4 Mais qu'est-ce qu'un « sommet » ? En raison de la diversité des occasions de contre-sommet – face aux rencontres du G8, de l'OMC, des signatures de traités de l'Union européenne –, l'unité entre les différents événements apparaît principalement comme le produit de l'histoire sérielle de l'antimondialisation. Quoique opposés dans les termes, le sommet et le contre-sommet obéissent à des logiques différentes qui se reflètent dans les formes organisationnelles choisies. Leur caractère systématique se traduit en deux composantes, liées l'une à l'autre : leur prévisibilité et leur dramaturgie. Gênes marque

pour les militants l'interruption brutale de cette série par l'irruption de l'événement, et la sortie d'un scénario écrit d'avance par la rencontre de l'adversaire⁴. La représentation médiatique du sommet, dès avant son début, attribuait à celui-ci des objectifs essentiellement symboliques : elle soulignait son caractère liturgique en insistant sur la mise en scène du pouvoir. En raison de l'ampleur du dispositif de sécurité, le sommet apparaissait comme un château fort, certes, mais assiégé⁵ – la pompe caractéristique de ce type d'événements, même si elle a fait l'objet de remarques satiriques, est nettement moins présente dans les discours médiatiques que la démonstration de force qui l'a accompagnée. Le rôle central de la représentation pour l'exercice du pouvoir est une remarque classique : « Tout système de pouvoir est destiné à produire des effets, dont ceux qui se comparent aux illusions créées par la machinerie du théâtre » (Balandier, 1992 : 14). Cette interprétation des objectifs du sommet en tant que mise en scène du pouvoir a conduit les militants à s'interroger sur la nature de la stratégie que révélait ce déploiement de force du dispositif de sécurité. Y voir la trace d'une « idéologie sécuritaire » les laissait perplexes, car dans leurs représentations d'une démocratie, l'idée d'éteindre un mouvement populaire par la force est tout bonnement impensable, d'un point de vue stratégique et logique – même si l'histoire italienne dans les années soixante-dix et quatre-vingt peut constituer à leurs yeux une exception à cette règle dans le cas de la répression de l'autonomie (Persichetti & Scalzone, 2000). Le caractère antipathique d'une pareille politique serait alors compensé par la stigmatisation des militants antimondialisation, assimilés à des agresseurs, et le fait que cette réaction « sécuritaire » trouverait un écho dans des populations européennes préparées par des politiques de « tolérance zéro », etc., précédemment mises en place.

- 5 Un autre principe explicatif peut être proposé qui prend en compte la scénographie propre du sommet de Gênes. Dans cette perspective, on peut voir dans la militarisation de la ville, et éventuellement dans l'usage subséquent de la violence policière, une tentative de rétablir une dramaturgie du pouvoir mise à mal par le scepticisme croissant engendré par les rencontres du type du sommet du G8. Cette interprétation est reprise par des militants :

« Un sommet du gouvernement autoproclamé du “monde” qui s'annonçait aussi d'emblée comme un enjeu majeur, [...] pour le pouvoir qui – après les contre-manifestations massives de Seattle, Prague, Davos, Nice, Québec ou encore Göteborg – doit absolument faire une démonstration de force politique aux yeux du monde et imposer sa suprématie » (Samizdat.net, op. cit. : 7).

- 6 Dès lors, il devient nécessaire pour rétablir une efficacité de la scénographie du pouvoir de mettre en place des dispositifs différents de ceux des précédents sommets, d'autant plus que depuis l'échec des négociations de l'AMI ou de l'OMC à Seattle, ces sommets semblent condamnés presque d'avance. L'imaginaire de la marche triomphante de l'antimondialisation d'un contre-sommet à l'autre est exactement symétrique de celui de l'échec des instances internationales réunies à ces occasions. Notons que Gênes représente à cet égard un tournant : à partir de ce moment, les contre-sommets originellement destinés à faire échouer les rencontres de chefs d'État considérées comme illégitimes, n'ont rien empêché du tout jusqu'au sommet d'Évian en mai 2003. Au regard d'un objectif concret d'action directe, ces contre-sommets seraient donc des échecs, et par conséquent des victoires pour leurs adversaires ; mais les militants conservent l'image d'une victoire, devenue pour certains celle d'une mobilisation massive. Le contre-sommet ritualisé perd le lien avec son objectif en termes d'action, devenant un événement doté d'une dynamique propre. Dans cette perspective, le face-à-face

contre-sommet/répression remplace peu à peu celui du sommet/contre-sommet ; le tournant que représente Gênes s'est traduit aussi par la modification concrète des modalités d'organisation des sommets, et donc des contre-sommets, dans des lieux plus difficiles d'accès aux militants. Cette conclusion tirée par eux après Gênes conduira, comme nous allons le voir, à un renouvellement des perspectives d'action directe dans le cadre des contre-sommets dont la répétition entraîne des ajustements réciproques des stratégies des adversaires en présence.

Les effets de l'institutionnalisation des contre-sommets

La topographie symbolique du sommet et du contre-sommet

- 7 De la mise en scène symétrique du pouvoir des deux côtés découle le caractère théâtral de l'organisation tant du sommet de Gênes que du contre-sommet⁶, ce qui apparaît dès la préparation dans les déclarations des organisateurs des deux événements. Pendant le sommet du G8, la ville de Gênes devient la scène de deux représentations qui l'occupent entièrement – la dimension spatiale du face-à-face entre les deux manifestations s'inscrit dans un cadre dont le symbolisme tient à la fois à l'histoire politique de la ville de Gênes⁷ et au dispositif mis en place par les autorités italiennes pour accueillir le sommet du G8. L'instauration de zones rouges et jaunes concentriques prête à une représentation dans laquelle la zone rouge apparaît comme le cœur d'une cible que les manifestants chercheront inévitablement à atteindre, au lieu par exemple d'organiser un autre centre en concurrence de la zone du sommet, un contre-sommet alternatif et autonome. Cette solution rencontre un succès croissant attesté par l'organisation de « villages » autogérés à Évian, et par la multiplication d'événements altermondialisation ou anticapitalistes déconnectés du calendrier des sommets : forums sociaux proprement altermondialistes, campements No Border, ou la rencontre récente anti-OMC du Larzac en août 2003. Elle avait été également mise en place dans le cas de Gênes, et de nombreuses conférences et débats autour des thématiques qui forment l'antimondialisation furent organisés à côté des manifestations, mais leur retentissement dans les récits s'avéra notablement moindre que celles-ci, pour lesquelles la question centrale était le rapport à la zone rouge. S'en approcher, vouloir y entrer, par quelles méthodes (l'affrontement direct avec les forces de police, ou la simple poussée prônée par les *Tute Bianche*, voire la prière pour les militants chrétiens), deviennent dès lors des questions qui prennent une dimension symbolique dépassant la simple organisation, puisqu'elles sont la traduction matérialisée dans une topographie chargée de sens des lignes de partage théoriques entre différentes organisations.
- 8 La répétition des modes d'organisation des dispositifs sécuritaires d'un contre-sommet à l'autre entraîne la constitution parallèle de techniques de contestation adaptées à ces dispositifs ; ainsi un militant de l'association de chômeurs APEIS, membre actif du comité d'organisation Bruxelles 2001, m'expliqua, croquis à l'appui, les différentes formes de manifestation qui s'offraient face à une zone rouge : faire s'y retrouver différents cortèges, tourner autour, etc. Chaque solution, me dit-il, présenterait des caractéristiques différentes en termes de message exprimé. Ce message symbolique primerait sur l'action concrète de contestation, ce qui permettrait de considérer comme une protestation suffisante la présence discrète sur le terrain des mouvements antimondialisation pour le

sommet de l'OMC au Qatar en 2001. On voit donc se constituer, de par la répétition même des modes d'organisation des sommets, une sémiologie de la contestation dans laquelle les manifestations sont le signifiant d'un signifié qui par conséquent les transcende ; en d'autres termes, elles possèdent deux niveaux de lecture, l'un connotatif et l'autre dénotatif (Barthes, 1980 : 119). Cette conception a pour conséquence d'instrumentaliser les formes pratiques de la contestation dépouillées de leur sens immédiat, si ce sens se confond avec leurs effets concrets. Elle institue également au sein des manifestants un groupe qui s'identifie à une classe dirigeante manipulatrice de symboles qui sont les actions de contestation elles-mêmes. C'est-à-dire que les événements du contre-sommet tout entier sont à prendre en quelque sorte au second degré car ils constituent un mode de contestation *symbolique*. Enfin, ce point de vue pose le problème du destinataire de cette communication en actes symboliques, que nous allons développer plus loin dans le cas du discours d'annonce des *Tute Bianche*. Si elle dessine les frontières d'un groupe confondu avec une communauté de sens, il reste à déterminer à quelle fraction du mouvement antimondialisation ou de la société en général cette communauté de sens correspond.

Le face à face des organisateurs du sommet et du contre-sommet dans les négociations préliminaires

- 9 Le caractère prévisible des actions de contestation résulte principalement, dans le cas de Gênes, d'une politique de « transparence » dans la préparation du contre-sommet, à l'initiative du GSF. Cette politique a pris la forme d'un « contrat » entre le GSF et la ville de Gênes destiné à protéger les infrastructures de la ville dans le cadre des manifestations ; ce contrat faisait principalement office de charte interne des différents mouvements antimondialisation, fixant les modalités du déroulement des cortèges. La prévisibilité des actions apparaît dans ce cadre comme ce qui permet de les coordonner. Dans les règles instituées par le GSF figurait l'interdiction formulée aux différentes organisations qu'il accueillait à Gênes de se livrer à des actions non annoncées à l'avance. Cette règle permettait par conséquent à l'information de circuler entre les différentes organisations, à l'intention des manifestants : ceux-ci mentionnent le fait de choisir chaque matin de la durée du forum quel cortège suivre, en fonction des itinéraires et des objectifs stratégiques de chaque organisation, suivant leurs « affinités » personnelles.
- 10 Cependant, les conséquences pratiques de cette politique de transparence confèrent de fait un pouvoir décisionnel au GSF concernant les actions menées, en raison de sa position privilégiée dans l'organisation, qui prenait en charge tous les aspects logistiques de l'organisation du contre-sommet, du logement des manifestants à la mise en place d'un Media Center. Cette politique contraste fortement avec l'organisation traditionnellement adoptée dans les structures admettant en leur sein des pratiques « affinitaires », dans lesquelles des individus ont la possibilité de décider de leurs actions indépendamment d'une décision collective, par exemple au moment de l'action elle-même ; la politique de transparence est située à l'opposé de la politique de confiance jusque-là généralement adoptée dans les mouvements non-institutionnels. Au regard de leurs pratiques usuelles, il s'agissait d'une orientation très dirigiste, ce qui explique une partie des virulentes critiques qui ont été formulées, en particulier par des autonomes, vis-à-vis du GSF. Par ailleurs, la politique de transparence – arc-boutée sur une conception de la démocratie qui s'écarte de celle au fondement de la politique de confiance affinitaire – se matérialise

nécessairement dans une politique de communication ad hoc et dans une posture négociatrice vis-à-vis des forces de l'ordre, caractéristique de la partie institutionnelle des mouvements dits antimondialisation. Ceci, ajouté au fait de ne pas laisser le champ libre aux initiatives affinitaires, rend cette orientation ambiguë du point de vue non-institutionnel : l'existence supposée d'une connivence occulte entre des adversaires suggère que leur opposition est de pure forme.

- 11 Cependant, si des négociations ont lieu à l'occasion de chaque contre-sommet entre les différentes composantes du mouvement antimondialisation et les autorités sur des points organisationnels précis, rien ne garantissait que cet accord, de nature purement morale, serait accepté ou respecté par les autorités italiennes chargées du bon déroulement du G8. La forte volonté de négociation du GSF, qui traduit une intention de placer le contre-sommet dans un cadre légal et démocratique (avec le problème de définitions différentes, et concurrentes, de ces termes, entre les deux camps), apparaît dans les discours militants décrivant la préparation du contre-sommet et la manière dont est envisagée l'action de contestation du contre-sommet, traduite par le terme de « désobéissance civile ». La légitimité du contre-sommet est prise comme point de départ – probablement en raison de son caractère inévitable précédemment évoqué. Dès lors, il s'agit de négocier les conditions matérielles de cette action, et cette négociation est perçue alors, du point de vue du GSF, comme une action unique, que les interlocuteurs soient des membres plus radicaux du mouvement antimondialisation brûlant d'en découdre avec la police, ou les autorités chargées du maintien de l'ordre elles-mêmes. Au GSF est attribué un pouvoir symbolique fort, qui lui permet d'imposer ses choix, et qui repose sur des règles implicites du jeu démocratique qui sont dès lors confondues avec le sens commun, ce qui a provoqué la stupéfaction des militants devant la violence policière italienne, d'autant plus choquante qu'elle semblait irrationnelle dans cette configuration de l'avant-Gênes. Ainsi, le militant d'ATTAC précédemment cité ajoutait : « le chef de la police nous a garanti que la police italienne n'utilisera pas d'armes à feu. A Göteborg, il y avait des policiers italiens qui ont désapprouvé l'attitude de la police suédoise, la jugeant irresponsable. Le chef de la police a dit que la police italienne n'est pas faite d'amateurs, que l'Italie est un pays démocratique, et qu'une nation qui tire sur des manifestants n'est pas un pays civilisé ». Des critiques ont été émises après Gênes, et même avant par les différents groupes qui ne faisaient pas partie du GSF, concernant sa politique de négociation qui a pu être interprétée comme une preuve de naïveté ou comme une trahison. Le GSF se révéla incapable de garantir les modes d'actions des forces de police, qui ne respectèrent pas les engagements pris, lesquels avaient servi de fondement à l'élaboration d'une politique d'« action directe non-violente » parfois spectaculaire dans le cas des *Tute Bianche*, qui pratiquèrent une politique ambiguë d'entraînement de groupes de militants à une forme de désobéissance civile qui s'appuyait sur un imaginaire de la lutte armée.
- 12 Le caractère systématique de la présence de manifestants réunis en contre-sommet implique que l'élément de surprise de ces mobilisations ne peut concerner que les modes de contestation et non pas l'existence de la contestation elle-même. L'instauration d'une telle politique de transparence réduit encore les possibilités de surprendre tactiquement les forces de l'ordre chargées de protéger le G8. Les organisateurs du contre-sommet ont alors, en revanche, la possibilité de mettre en place une stratégie de communication instaurant une montée en puissance symbolique du mouvement antimondialisation avant la rencontre effective. Cette possibilité est également offerte, en face, aux organisateurs

du sommet, ce qui s'est traduit en Italie par la « militarisation » de la ville de Gênes, dont la mise en place s'est accompagnée, d'après les acteurs de l'antimondialisation, d'une campagne de presse incitant les habitants de Gênes à fuir la ville en prévision des troubles annoncés. L'institutionnalisation des contre-sommets produit donc des conséquences paradoxales pour les perspectives d'action directe : si elle garantit aux manifestants la possibilité d'organiser un inévitable contre-sommet, elle supprime la possibilité d'innovation tactique. Elle ouvre en revanche aux mouvements institutionnels celle d'une action sur l'univers du discours médiatique sur lequel l'organisation du sommet semble alors reposer.

Maintenir l'action directe au centre des contre-sommets : conséquences et contradictions

L'action directe symbolique : le discours d'annonce des *Tute Bianche*

- 13 Ce contre-sommet de Gênes était attendu comme un événement, en raison même de la situation politique particulière de l'Italie, qui offre un paysage contrasté avec un gouvernement dans lequel sont représentés des formations d'extrême-droite, et une vigueur importante des mouvements contestataires, du syndicalisme au communisme réformé, des Centres sociaux aux mouvements d'inspiration négriste comme les *Tute Bianche*. On a vu que les déclarations des organisateurs du sommet et du contre-sommet par médias interposés jouaient un rôle important dans l'élaboration du face-à-face et la montée en puissance symbolique des deux camps. Dans cette perspective, les deux camps se trouvent réunis dans le même objectif de recherche de publicité, ce qui les conduit à mettre en place des stratégies de communication concurrentes mais situées sur un même plan. Les *Tute Bianche* ont ainsi annoncé à maintes reprises avant Gênes, dans le cadre d'une politique de communication destinée à produire le maximum de publicité, leur intention de forcer l'entrée du périmètre de la « zone rouge ». Cette stratégie n'a pas principalement pour objectif de recruter les manifestants qui constitueront les foules rassemblées et institutionnaliseront ainsi le mouvement antimondialisation dans le cadre d'une preuve quantitative. En effet, les déclarations des *Tute Bianche* avant Gênes décrivant les actions qui allaient être réalisées par leurs membres avaient une valeur d'annonce contribuant à instaurer deux groupes distincts, ceux qui agissent et ceux qui sont témoins, et mettant en place une protestation spectaculaire. Cette politique de communication dessine en creux une conception des médias à la fois comme vecteur d'information dont l'organisation s'avoue dépendante pour se faire connaître et comme partie de l'ennemi à combattre, donc cible potentielle pour le groupe. La pratique des effets d'annonce traduisait l'incorporation d'une réflexion sur l'efficacité du discours dans l'élaboration d'une pratique d'action directe : elle s'appuyait ici sur une certaine configuration discursive, qui incluait la présence de l'adversaire pour pouvoir triompher de celui-ci. Ce face-à-face avec le sommet comportait un rapport complexe avec la violence, à la fois mimétique et référentiel. Cette parodie de violence n'était pas envisagée comme pure représentation sans effet réel ; son efficacité était située par ceux qui l'envisageaient sur un plan symbolique dominé par les médias. La confrontation attendue n'a pas eu lieu dans les termes prévus ; les paroles des *Tute Bianche* sont restées sans actes pour les remplir. Si l'affrontement qu'ils avaient annoncé a bien eu lieu, c'est toutefois dans une forme qui les a pris de court, selon la propriété du « discours oraculaire »

identifiée par C. Rosset (1984 : 21-53). Dans cette perspective, leur situation est inverse de celle des émeutiers affinitaires et spontanés des Black Block, qui se livrèrent à une casse silencieuse et inexplicée malgré l'abondance de discours censés la justifier a posteriori, puisqu'elle doit trouver sa signification dans une sémiologie des « symboles du capitalisme » présents dans l'espace urbain qui se trouve servir de théâtre aux opérations. Ce choix tactique privilégiant l'action symbolique n'était donc pas avant le sommet partagé par tous les acteurs se préparant à l'action directe : il a fait l'objet de nombreux débats dans le monde militant après Gênes, alors que les mouvements dits antimondialisation se livraient à une ré-écriture historiographique du déroulement tragique du contre-sommet. Les récits militants, organisés autour de la mise en intrigue de l'expérience de la violence policière subie, et visant par là à donner une interprétation politique de la mort de Carlo Giuliani comme de l'attaque sanglante de l'école Diaz, insistent sur le fait que les mouvements contestataires entrent dès lors dans une nouvelle ère (Beauzamy, 2003). Cette interprétation, qui place au centre la figure de l'adversaire, conduit à une réévaluation des modes d'action directe après la crise génoise.

Le déplacement de la problématique d'action directe : le village autogéré anticapitaliste VAAAG

- 14 L'historiographie militante a en effet construit l'événement de Gênes comme un tournant : l'expérience de l'intensification de la répression a fait entrer les mouvements contestataires dans une nouvelle ère de conflit. Il en a résulté une redéfinition des tactiques et des modes de contestation, en particulier dans le cadre des contre-sommets. Ceux-ci demeurent, au vu du nombre des manifestants qu'ils attirent, un élément populaire dans leur répertoire d'action, et conservent pour une majorité leur signification de protestation contre la tenue de sommets. Le changement dans les formes de la contestation ouvre la voie à deux options : la première s'écarte d'une perspective d'action directe, en substituant à l'objectif de blocage du sommet celui d'une publicité du mécontentement via une manifestation de masse. De fait, pareille orientation politique se traduit concrètement en termes de distance, car elle équivaut à accepter de rester loin de la zone du sommet. Mais il apparaît que de nombreux manifestants restent attachés à un objectif d'action directe. Cela s'est traduit à Évian par diverses tentatives de blocage, laissant la place à de multiples initiatives « affinitaires » en petits groupes mobiles visant à contourner l'affrontement direct contre les forces de l'ordre. Les résultats en sont difficiles à évaluer : ainsi, dans quelle mesure l'annonce d'un retard de Georges Bush peut-elle être reliée à une action des manifestants ? L'enlisement des actions de blocage forcées de renoncer à une tactique fondée sur la surprise et le mouvement mène à une confrontation d'usure statique et épuisante contre les forces de l'ordre, pour des résultats mitigés et en tous cas peu durables, dans un rapport de force très inégal.
- 15 Une solution alternative, également réalisée à Évian, envisage l'action directe non plus en relation avec le sommet mais avec l'environnement politique et économique qui lui donne naissance. Par exemple, la mise en place d'un « village anticapitaliste, antiautoritaire et antiguerre » autogéré visait à matérialiser le temps du contre-sommet une zone soustraite aux structures sociales contestées. Ici le contre-sommet ne prend pas place dans l'espace modifié par la topographie symbolique du sommet : zones interdites à la circulation, vitrines protégées par des plaques de contreplaqué, villes désertes. Il tente au contraire de faire abstraction de cette situation d'exception pour s'insérer, en le

modifiant, dans l'environnement de tous les jours de la région, par exemple en nouant des rapports avec le voisinage. Les liens se distendent alors avec une pratique de contre-sommet, qui apparaît davantage comme cadre et comme prétexte que comme objectif de l'action directe contestataire. Le cadre de mobilisation du contre-sommet sert ici principalement de catalyseur de l'intérêt médiatique envers l'action menée, et les militants tablent sur l'effet d'attente créé par l'histoire sérielle des contre-sommets dits antimondialisation.

Conclusion

- 16 Ce bref aperçu de l'évolution des modes d'organisation de contre-sommets après le tournant de Gênes donne une idée des transformations des perspectives d'action directe qui en découle. Confrontés à l'institutionnalisation de leurs modes d'action, les groupes contestataires ont eu le choix entre ancrer en celle-ci leurs tactiques d'action directe, ou tenter de la contourner. La première option ouvre deux choix : soit parier sur la puissance symbolique d'une action annoncée contre le sommet pour garantir son efficacité ; soit placer l'action directe anticapitaliste à la marge d'une protestation symbolique de masse qui la rend possible en créant les conditions d'exception qui permettent aux activistes de mener à bien leurs projets. On trouve les deux formes matérialisées pendant le contre-sommet de Gênes. La seconde option se divise également en deux voies qui ne sont pas incompatibles : miser sur les capacités de groupes affinitaires de surprendre le dispositif de sécurité afin de bloquer le sommet, ou bien ignorer celui-ci et matérialiser le temps du contre-sommet les principes alternatifs d'organisation sociale revendiqués par les mouvements contestataires. Ces catégories caractérisent des actions menées en particulier lors du contre-sommet d'Évian.
- 17 Chaque option peut diriger les actions contre des incarnations de la mondialisation néolibérale ou du système capitaliste ; si la première est une métaphore du second, elle offre l'avantage ambigu d'une plus forte institutionnalisation en tant que cadre d'analyse, et en tant que répertoire d'action « antimondialisation » – mais cette institutionnalisation entraîne une pesanteur s'exerçant sur les pratiques d'action directe, dont l'efficacité dépend de la créativité. Le choix pratiqué par différents groupes contestataires entre ces orientations divergentes des pratiques d'action directe fait intervenir les représentations des forces en présence et de leur évolution d'un contre-sommet à l'autre, dont l'évaluation est au cœur des narrations historiographiques retraçant les victoires et les tragédies des mouvements dits antimondialisation. Si l'action directe est d'abord l'affaire de groupes restreints capables de mettre en place une stratégie dont certains éléments doivent nécessairement demeurer confidentiels avant son déroulement, ses conditions de possibilité impliquent la sphère toute entière des mouvements dits antimondialisation. Dans la mesure où la tenue d'un contre-sommet constitue l'arrière-plan de pratiques contestataires qui n'ont parfois avec l'opposition au sommet proprement dite qu'un lien distant, la divergence croissante entre ces différents niveaux de protestation conduit à une inscription de plus en plus artificielle de pratiques d'action directe, en particulier portées par des groupes anticapitalistes, dans le cadre organisationnel général « antimondialisation » dont elles prennent soin dès le départ de se distinguer idéologiquement. Cette tension interne à la sphère que certains militants nomment « le mouvement des mouvements » entraîne une réévaluation des pratiques démocratiques fondant la politique de confiance pratiquée entre tendances divergentes, dans le sens

d'une formalisation organisationnelle et d'une moindre spontanéité des pratiques contestataires.

BIBLIOGRAPHIE

- BALANDIER G., 1992. *Le pouvoir sur scènes*. Paris, Balland.
- BARTHES R., 1980. « Éléments de sémiologie », in HALL S., HOBSON D., LOWE A., WILLIS P. (eds), *Culture, Media, Language*. London, Hutchinson.
- BEAUZAMY B., 2003. « La mise en conflit des événements de Gênes », communication au colloque du GERMM « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre.
- BENFORD R., 1992. « Dramaturgy and Social Movements: The Social Construction and Communication of Power », *Sociological Inquiry*, vol. 62(1) : 36-55.
- BEROUD S., MOURIAUX R. & VAKALOULIS M., 1998. *Le Mouvement social en France*. Paris, La Dispute.
- COHEN E., 2001. *L'ordre économique mondial : essai sur les autorités de régulation*. Paris, Fayard.
- LOSSON Ch., QUINIO P., 2002. *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation*. Paris, Grasset.
- PERSICHETTI P., SCALZONE O., 2000. *La révolution et l'État. Insurrections et « contre-insurrection » dans l'Italie de l'après-68 : la démocratie pénale, l'état d'urgence*. Paris, Dagorno (trad. fr.).
- ROSSET. C., 1984. *Le réel et son double*. Paris, Gallimard (2e éd.).
- SAMIZDAT.NET, 2002. *Gênes : multitudes en marche contre l'Empire*. Paris, Editions Reflex.
- SOMMIER I., 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Paris, Flammarion.
- TILLY Ch., 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading Mass., Addison-Weasley.
- TOURAINÉ A., 1978. *La Voix et le regard*. Paris, Seuil.
- TRAÏNI C., 2003. « Les centres sociaux occupés et les forces de l'ordre. Un répertoire d'action italien dans la polyphonie altermondialiste », communication au colloque du GERMM « Les mobilisations altermondialistes », Paris, 3-5 décembre.

NOTES

1. Losson & Quinio (2002). Il s'agit d'une présentation écrite par deux journalistes.
2. Samizdat.net (2002 : 8), pour une historiographie militante des événements du contre-sommet de Gênes.
3. Sur la notion de mouvement social, voir Bérourd, Mouriaux, Vakaloulis (1998). Voir aussi Sommier (2001).
4. La caractérisation de celui-ci est un élément fondamental de la construction d'un mouvement social, voir Touraine (1978). Mais elle peut varier phénoménologiquement en fonction des circonstances, comme nous allons le voir.

5. C. Traïni (2003) souligne par ailleurs que le thème du château assiégé est récurrent en Italie dans les représentations du conflit opposant les centres sociaux, squatts militants autogérés, aux forces de l'ordre.

6. Un modèle dramaturgique de la mobilisation de mouvements sociaux est présenté, entre autres, chez Benford (1992).

7. Cette dimension est perçue par les militants antimondialisation dans le cadre de leurs réflexions sur les événements de Gênes ; en témoigne le fait que lors d'une intervention sur ce thème du journaliste indépendant italien Pulika Calzini, organisée par le collectif Vamos !, une question ait été posée qui portait sur les conséquences de la tenue du sommet à Gênes, et non pas à Milan.

RÉSUMÉS

Le contre-sommet est un mode d'action créé pour agir directement contre la mondialisation par le blocage des sommets de chefs d'État ou d'organisations internationales. Cependant, de par son institutionnalisation et sa systématisation, cette perspective s'est modifiée, et ce mode de protestation est devenu de plus en plus symbolique – les événements de Gênes en juillet 2001 ont à cet égard marqué un tournant. Le fait qu'un grand nombre de participants aux contre-sommets restent attachés à un objectif de blocage a entraîné une redéfinition des modes d'action directe au sein de diverses tendances des mouvements dits antimondialisation, ainsi que des paradoxes.

The counter-summit is a form of action originally created in order to act directly against globalisation by blocking summits attended by heads of state or international organisations. However, through its institutionalisation and systematisation, this perspective has altered, and this form of protest has become increasingly symbolic – the events which took place in Genoa in July 2001 marked a turning-point in this respect. The fact that a large number of those participating in the counter-summits remain attached to the aim of blocking the « official » summits has led to a redefinition of forms of direct action within the different tendencies of so-called anti-globalisation movements, as well as to certain paradoxes.

INDEX

Mots-clés : action directe, altermondialisme, anticapitalisme, contre-sommet, mouvements

Keywords : anti-capitalism, counter-summit, direct action, movements

AUTEUR

BRIGITTE BEAUZAMY

CADIS/GTMS

(EHESS)